

## PROCES VERBAL DE CONCILIATION DEFINITIVE

Le.....du mois de.....l'an deux mil dix-huit

Il a été procédé devant nous, **Frédéric DAMOURA** Directeur Régional du Travail de Bangui-Centre dans le cadre des dispositions de **l'article 352 du Code de Travail** Centrafricain à la conciliation définitive du différend opposant.

Mr/Mme/Mlle : .....Demandeur d'une part ;

Mr/Mme/Mlle : .....Défendeur d'autre part ;

1°).....

2°).....

3°).....

4°).....

NET A PAYER .....



Arrêté le présent décompte à la somme de .....

Les parties présentes ayant donné leur accord qui s'est concrétisé au bénéfice du demandeur au règlement définitif pour les points ci-haut.

En foi de quoi, le présent Procès-verbal signé contradictoirement par les parties a été dressé pour servir et valoir ce que de droit.

LE DEMANDEUR

LE DIRECTEUR REGIONAL DU TRAVAIL  
DE BANGUI-CENTRE

LE DEFENDEUR

Frédéric DAMOURA



DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL  
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

DIRECTION DES RESSOURCES



INTSEFP/DIRCAB/DCTPS/DR 15.

## ARRETE

\*\*\*\*\*

PORTANT PERCEPTION ET GESTION DES MENUES RECETTES  
DU MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE SOCIALE,  
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

\*\*\*\*\*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE SOCIALE, DE  
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

\*\*\*\*\*

Vu : La Loi n°13.001 du 18 Juillet 2013, portant Charte Constitutionnelle de la  
Transition ;

Vu : La Loi n°15.002 du 09 janvier 2015, arrêtant le Budget de la République  
Centrafricaine pour l'année 2015 ;

Vu : l'ordonnance n°73.92 du 09 novembre 1973, portant règlement de la  
perception des taxes et autres taxes diverses alimentant le budget de l'Etat ;

Le Décret n°14.269 du 10 Août 2014, portant nomination du Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement de Transition ;

Vu : Le Décret n°15.017 du 16 janvier 2015, portant nomination ou Confirmation  
des Membres du Gouvernement de Transition ;

Vu : Le Décret n°14.327 du 04 octobre 2014, portant organisation et  
fonctionnement du Ministère du Travail, de la Sécurité Sociale, de l'Emploi et  
de la Formation Professionnelle et fixant les attributions du Ministre ;

Vu : Le décret n°14.400 du 15 décembre 2014, portant nomination des cadres du  
Ministère du Travail, de la Sécurité Sociale, de l'Emploi et de la Formation  
Professionnelle ;

Vu : L'arrêté n°052 du 24 décembre 2007, portant création des Régies d'avance et  
de recettes auprès des Ministères Générateurs des Menues Recettes ;



## ARRETE

Il est autorisé, au sein du Département du Travail, de la Sécurité Sociale, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, la Perception des Menues Recettes sur les actes ci-dessous énumérés :

### A. Frais administratifs aux actes délivrés par Le Médecin-Inspecteur du Travail

Frais du Médecin-Inspecteur du Travail	2 000 F
Frais des Certificats Médicaux aux Nationaux	2 500 F
Frais des Certificats Médicaux aux Expatriés	10 000 F

### B. Actes soumis au visa des Directeurs Régionaux du Travail

Règlement Intérieur	15 000 F
Registre d'employeur	15 000 F
Déclaration d'Etablissement	20 000 F

- X Procès-verbal de conciliation définitive dont le montant des droits est supérieur à 500 000 Francs CFA 8%
- Le Procès-Verbal de conciliation Partielle dont le montant des droits varie entre 100 000 Francs CFA à 500 000 Francs CFA .....5%

### C. Actes soumis au visa du Directeur-Général du Travail et de la Protection

Les accords collectifs d'établissement	300 000 F
Les décisions des congés administratifs des Agents des Offices Publics	2 000 F
Les décisions de recrutement des Agents non Fonctionnaires	2 000 F
Les décisions de mise à la retraite des Agents non Fonctionnaires	5 000 F

le Régisseur nommé par Arrêté du Ministre des Finances et du Budget est chargé des opérations de recettes en vue d'un reversement de 56% au Trésor Public et les 44% au Chef de Service Financier du Ministère.

le paiement de chaque frais est subordonné à la délivrance d'une quittance du trésor par le Régisseur qui est tenu de faire la situation mensuelle des recettes à la hiérarchie qui est de 44% des recettes totales.

Le Chef de Service Financier est chargé d'effectuer les opérations de dépenses sous le contrôle des Administrateurs de crédits.



258



Toutes les dépenses à exécuter sur les menues recettes doivent revêtir l'accord préalable de l'Administrateur de crédits et en cas d'empêchement de ce dernier, la responsabilité incombe à l'Administrateur Délégué de crédits.

A la fin de chaque mois, le reliquat des recettes au profit du Ministère est reversé aux différents services pour les dépenses de fonctionnement selon la répartition suivante :

Ministère 50%

Direction Générale du Travail et de la Prévoyance Sociale 20%

Direction de la Médecine du Travail 15%

Directions Régionales du Travail de Bangui Centre 15%

La perception desdites taxes dans les Directions Régionales du Travail des Provinces, se fera par le biais des services du Trésor Public de leurs localités respectives selon la clé de répartition suivante :

Ministère 50%

Directions Régionales du Travail des Provinces 50%

La répartition du reliquat des recettes des dépenses est faite en prenant en compte les dépenses exécutées au profit de chaque service au cours de cette période.

Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Bangui, le 11 FEB 2015



Gaston MACKOUZANGBA

REPP	01
S	01
DR	01
DR	01
DR	01
S	03
	01
DR	01